



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



COMMISSION  
CANADIENNE  
POUR L'UNESCO



Canadian Committee for  
World Press Freedom  
Le Comité canadien pour  
la liberté de la presse

## Quand les gens sont bien informés, les fausses nouvelles n'ont aucune chance

**Conférence de Stephen J. Adler, Rédacteur en chef, Reuters,  
présentée à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2019,  
Centre national des arts, Ottawa, le 2 mai 2019.**

Pour citer discours :

*Discours traduit de l'anglais*

STEPHEN J, ADLER. «Quand les gens sont bien informés, les fausses nouvelles n'ont aucune chance»; discours prononcé lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse 2019 au Centre national des arts, Ottawa, mai 2019.

Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur et ne coïncident pas nécessairement avec les vues ou les politiques de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Je remercie le Comité canadien pour la liberté de la presse de m'avoir invité à me joindre à vous aujourd'hui. C'est un honneur pour moi et pour Reuters. Et je tiens à féliciter tous les lauréats des Prix de la liberté de la presse. Vous vous battez pour la bonne cause, celle qui nous réunit ici dans cette pièce et qui nous unit en esprit.

Nous savons tous que les temps sont périlleux pour les journalistes et, par ricochet, pour les milliards de personnes sur la planète dont la vie peut être guidée, améliorée et parfois sauvée par le travail que nous accomplissons. Alors que le monde a besoin plus que jamais d'être bien renseigné, les personnes chargées de recueillir l'information et de la diffuser sont soumises à des attaques constantes. Plus d'une centaine de journalistes et d'autres personnes œuvrant dans le secteur des médias ont été tués au cours des 18 derniers mois. Ce qui est ahurissant, c'est que sur les 860 journalistes assassinés depuis 1992, PERSONNE n'a été tenu responsable dans environ 85 % des cas. PERSONNE.

Pendant que je m'adresse à vous cet après-midi, plus de 250 journalistes se trouvent derrière les barreaux, notamment mes collègues Wa Lone et Kyaw Soe Oo, gagnants d'un prix Pulitzer, qui sont détenus au Myanmar. Ces deux reporters intrépides à l'emploi de Reuters ont été piégés, arrêtés et condamnés à sept ans d'emprisonnement parce qu'ils avaient fait état de manière exacte et juste d'un massacre horrible commis contre la minorité musulmane des Rohingyas par les militaires et les forces policières dans l'État de Rakhine. Malgré les efforts que des dirigeants dans le monde, y compris des représentants du Canada, ont déployés en public et en privé, Wa Lone et Kyaw Soe Oo sont incarcérés depuis maintenant plus de 500 jours. Il s'agit d'un scandale mondial, et nous continuons de nous battre pour leur libération! Mais comme l'a noté le magazine *Time* en les nommant dans sa liste des personnes qui se sont distinguées au cours de l'année, « ils représentent un plus vaste combat mené par d'innombrables personnes partout dans le monde... qui risquent tout pour raconter l'histoire de notre époque ».

Selon Freedom House, seulement 13 % de la population mondiale vit dans des pays où la liberté de la presse existe réellement. Ailleurs, les journalistes font face à de la violence, à des contraintes juridiques, à un accès restreint à l'information, à du harcèlement et à d'autres obstacles dans le cadre de leur travail.

C'est tout un contraste par rapport aux garanties prévues dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, un document ayant servi à fonder les Nations Unies et l'un des quatre textes les plus sacrés pour notre profession. À titre de rappel, l'article 19 stipule ce qui suit :

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

Je dirais qu'un consensus raisonnable s'est formé autour de ce principe d'après-guerre, particulièrement dans les économies modernes, avant le 11 septembre 2001. En général, les magistrats et les dirigeants élus dans la plupart des pays du monde avaient tendance à privilégier une liberté de la presse encore plus importante. Des nations puissantes favorisaient la liberté d'expression et s'efforçaient d'encourager et de provoquer les gouvernements moins enthousiastes à y adhérer et de les pénaliser dans le cas contraire. De plus, les multinationales et les organismes non gouvernementaux, qui s'établissaient partout sur la planète, profitaient de la libre circulation d'information et la protégeaient.

Alors qu'est-il arrivé? Commençons par le 11 septembre. Pour des raisons évidentes, il s'agissait d'un désastre, mais aussi d'un revers pour la presse. L'événement a causé un recul majeur des principes associés à la liberté d'expression à l'échelle mondiale, un recul qui, pour plusieurs raisons se chevauchant, continue de s'accroître.

La première conséquence du 11 septembre, c'est évidemment une intensification immédiate de la lutte mondiale contre le terrorisme, qui a, dans plusieurs pays, modifié

l'équilibre entre la sécurité et les libertés civiles. Soudainement, il semblait acceptable dans plusieurs quartiers d'espionner des particuliers, de recueillir leurs renseignements personnels et d'imposer des restrictions à la presse, et ce, dans les intérêts de la sécurité nationale.

Pendant ce temps, les vagues de migrants déclenchées par les guerres associées au terrorisme au Moyen-Orient ont contribué à la montée de l'autoritarisme et du populisme dans le monde. Les régimes souvent hostiles portés au pouvoir ont renforcé leur contrôle en harcelant et en persécutant les journalistes, en fermant ou en s'appropriant des médias indépendants, et en modifiant leurs lois de manière à criminaliser les reportages non désirés ou peu élogieux. Plusieurs nations ont donné un nouveau souffle à de vieilles lois pour mettre le journalisme indépendant sur un même pied d'égalité que des activités antigouvernementales comme l'espionnage et la trahison. C'est ce qu'a fait le Myanmar en utilisant la Loi sur les secrets officiels datant de l'époque coloniale pour justifier la poursuite des reporters de Reuters.

Au cours des dernières années seulement, plus d'une dizaine de pays ont adopté ou proposé des lois pénales contre les « fausses nouvelles », un terme pernicieux qui était jadis employé pour décrire la désinformation intentionnelle, mais qui a été utilisé pour confondre ce qui est inexact avec ce qui est simplement non désiré. Le repli des États-Unis en tant que puissance qui défend la liberté de la presse dans le monde est un facteur tout aussi important que les autres qui affectent les médias. Plutôt que de s'attacher à défendre et à protéger les journalistes, le président des États-Unis nous ridiculise en nous présentant comme des ennemis de la population, et une telle rhétorique a été reprise et appliquée par plusieurs autres chefs de gouvernement.

Par ailleurs, la diffusion massive et sans précédent dans les médias sociaux de discours haineux et de fabrications, qui sont présentés de manière à donner l'impression d'être de véritables nouvelles, a miné le respect dont jouissait le journalisme responsable. Les grandes

plateformes de médias sociaux en ont jusqu'à maintenant très peu assumé la responsabilité, et lorsqu'elles ont reconnu le problème, elles ont mis du temps à s'y attaquer, c'est le moins qu'on puisse dire.

La plupart des multinationales ne se sont malheureusement pas élevées contre les atteintes à la liberté d'expression. Elles veulent souvent tellement préserver les liens commerciaux qu'elles entretiennent avec des régimes autoritaires qu'elles cèdent à des demandes de censure qu'elles n'accepteraient jamais dans leur propre pays. On parle peu de ce coût important de l'essor de la mondialisation au cours du présent siècle.

Heureusement, plusieurs membres du gouvernement américain comprennent ces dangers. Et le soutien indéfectible que manifeste généralement le Canada pour la liberté de la presse s'avère encore un antidote et offre un modèle plus positif pour les autres pays. Je suis clairement impartial ici, mais le fait que la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, soit une ancienne journaliste de Reuters et une ardente défenseuse de la liberté de la presse est sans contredit utile.

Aujourd'hui, dans le cadre de la Journée mondiale de la liberté de la presse, même si nous décrions les attaques provenant de plusieurs fronts à l'endroit des journalistes, nous ne devons pas désespérer. Nous devons plutôt prendre des mesures concrètes pour renforcer la liberté de la presse et restaurer la confiance du public envers notre bon travail. Je vous présente six suggestions.

## **TOUT D'ABORD, nous devons défendre la liberté de la presse en adoptant une perspective réellement apolitique.**

Nous devons comprendre que le meilleur moyen de défendre nos droits n'est pas d'entamer de lutte contre un politicien ou un mouvement politique, mais bien de revendiquer un meilleur accès à l'information, des protections légales plus solides et une sécurité accrue pour nos journalistes. Poursuivre ces objectifs de manière systématique sera plus utile que toute indignation partisane. En fait, des études récentes aux États-Unis ont montré que l'appui aux mesures visant à protéger la liberté de la presse diminue lorsque les défenseurs se concentrent sur les attaques de Trump à l'égard des médias au lieu des contributions positives d'une presse libre. D'un côté pratique, lorsque les défenseurs de la presse semblent faire écho à un sentiment de l'élite, c'est-à-dire lorsqu'ils sont arrogants et centrés sur eux-mêmes et lorsqu'ils misent sur la solidarité politique plutôt que sur des principes plus généraux, ils échouent généralement.

Nous devons donc reconnaître que certains intervenants dans les médias ont contribué à intensifier la crise de confiance à laquelle nous sommes maintenant confrontés. Ceux qui ont choisi de se ranger d'un côté ou de l'autre dans les vilaines guerres politiques qui nous affligent en Occident et qui ont fait part de leurs opinions dans des chroniques accentuent la polarisation de la société et le sentiment de méfiance envers les médias. Je suis souvent la seule personne parmi les groupes d'experts s'exprimant sur « l'avenir de l'actualité » qui parle ne serait-ce que d'une aspiration à faire preuve d'objectivité. La vaste majorité des gens sont d'avis que non seulement l'objectivité est impossible, mais qu'il est hypocrite de se dire impartial parce que tout le monde a un but en tête. À cela je réponds, même si je semble prêcher seul au milieu du désert, que les journalistes, tout comme les médecins, les comptables, les pilotes et, bien entendu, les joueurs de hockey, pratiquent une profession qui relève d'abord et avant tout des compétences et de l'exactitude et qui n'a rien à voir avec la partisanerie. À mon avis, notre

profession est noble et même glorieuse par moments; elle est au sommet lorsqu'elle demeure une profession et non une campagne.

**DEUXIÈMEMENT, nous devons communiquer les AVANTAGES du journalisme indépendant parce que nous ne pouvons plus présumer que les gens en reconnaissent la valeur.**

Le journalisme indépendant a évidemment comme avantage d'exposer les actes répréhensibles. Dans les dernières années, les journalistes ont mis en lumière l'avidité des entreprises et le manque d'encadrement derrière la crise dévastatrice des opioïdes; ils ont provoqué la libération de milliers d'esclaves travaillant dans l'industrie des pêches; ils ont protégé et vengé des victimes de la traite des personnes, de conditions de travail dangereuses, d'épuration ethnique, d'eau non potable et d'agressions sexuelles dans de nombreux pays. Ils ont mis un terme au règne de dirigeants corrompus sur plusieurs continents. Nous devons parler de tout ce travail comme d'une force puissante agissant pour le bien, ce qu'elle est. Comme Louis Brandeis l'écrivait en 1914, « la publicité est reconnue à juste titre pour remédier aux maladies sociales et industrielles. La lumière du soleil est apparemment le meilleur désinfectant. » C'est encore vrai aujourd'hui.

Nous pouvons également parler de l'avantage moins percutant, mais tout aussi puissant du journalisme indépendant, qui est simplement de recueillir, de diffuser et de conserver de l'information. De l'information fiable aide tout le monde, dans tous les pays, à toutes les époques et de nombreuses façons. Nous devons rappeler aux gens que les nouvelles ne constituent qu'une seule catégorie d'information et que des renseignements exacts sous-tendent toujours un bon processus décisionnel, particulièrement à l'ère de l'information.

Pensez au secteur des finances. Les négociateurs et les investisseurs ne se soucient pas de nos opinions ou de nos politiques; ils doivent savoir ce qui s'est réellement produit pour prendre de sages décisions en matière d'investissements.

De manière semblable, les cadres des entreprises doivent connaître les droits de douane, la réglementation commerciale, la situation des économies nationales et locales, ainsi que les activités de leurs compétiteurs pour prendre des décisions éclairées, qui les aideront à déterminer où et comment gérer leurs entreprises. Et, évidemment, les particuliers ont besoin d'obtenir des renseignements exacts au sujet des écoles, des assurances, des hypothèques, des investissements, du marché du travail, de la criminalité, de la circulation et des lois afin de prendre des décisions éclairées au quotidien.

Les journalistes font partie de cet écosystème de l'information, et la vie des gens serait bien pire encore s'il n'y avait que de la publicité, de la propagande et de la manipulation. Nous qui œuvrons dans le domaine de l'actualité devons faire une telle affirmation publiquement et fréquemment.

**TROISIÈMEMENT, en tant que journalistes, nous devons nous unir et nous exprimer d'une seule voix forte.**

Bien qu'il soit certes encourageant d'assister ces derniers temps à la mise sur pied d'un aussi grand nombre d'organisations défendant la liberté de la presse, les vastes coalitions peuvent généralement exercer une plus grande influence et pression que tout autre groupe agissant seul. Les récents progrès font apparaître une lueur d'optimisme. Par exemple, un consortium d'une dizaine d'organismes d'information de partout au monde, qui porte le nom de One Free Press Coalition, a été créé cette année pour publier et promouvoir une liste mensuelle des 10 journalistes qui courent les plus grands dangers pour avoir tenté de dévoiler la vérité. La liste, publiée sur les plateformes de chaque organisation membre, dont Reuters, atteint plus de

un milliard de personnes par mois. D'autres efforts collectifs comme celui-là sont nécessaires et doivent essentiellement faire appel à des représentants publics et à des cadres d'entreprise, qui ont des raisons pratiques de se soucier de la liberté de la presse.

### **QUATRIÈMEMENT, pour inspirer confiance dans le journalisme, les journalistes doivent être dignes de confiance.**

Nous devons utiliser notre liberté de presse pour servir l'intérêt public et nous devons faire preuve de transparence quant à nos méthodes et aux répercussions de notre travail. Un trop grand nombre de gens, encouragés par des dirigeants qui ne nous offrent aucun appui, croient que nous fabriquons nos sources et que nous ne nous préoccupons pas des faits. Pour lutter contre ces perceptions, nous devons descendre de nos perchoirs parfois nobles et montrer comment nous accomplissons notre travail. À Reuters, par exemple, nous publions un article intitulé *Backstory* qui indique aux utilisateurs comment nous avons obtenu les renseignements pour des reportages qui suscitent un vaste intérêt ou qui pourraient provoquer une controverse. Plusieurs autres organismes d'information ont mis en place des initiatives semblables et j'encourage les autres à emboîter le pas.

### **CINQUIÈMEMENT, les journalistes devraient faire état de nouvelles plus positives.**

Je ne parle pas ici de présenter des articles charmants et empreints de douceur au sujet des chatons et des pandas, mais plutôt de fournir le contexte qui permettra aux gens de comprendre les circonstances et leurs choix. Il est vrai que les reportages sur les conflits, les désastres et le chaos retiendront toujours l'attention. Et c'est vrai que le réchauffement de la planète, les guerres et l'immigration sont des réalités. Par contre, quand on se penche sur les indicateurs de base, par exemple le taux d'alphabétisation, la pauvreté, la maladie et la faim, on peut raisonnablement conclure que le monde ne s'est jamais autant mieux porté. Le taux de pauvreté

extrême a diminué presque de moitié dans les dernières décennies; l'accès à l'électricité et à l'eau courante s'est considérablement accru; le taux de mortalité infantile a chuté grâce à la vaccination et aux campagnes de santé publique, et les nouvelles infections du VIH chez les enfants sont deux fois moins fréquentes.

La nature de l'actualité fait en sorte qu'il est difficile de documenter ces tendances à long terme. Lorsque des changements au niveau mondial se produisent lentement et sans drame évident, nous ne pensons pas toujours qu'ils constituent des nouvelles. Mais ils le sont. Nous avons le mandat de fournir aux utilisateurs des nouvelles, de l'information et des perspectives exactes et impartiales qui les aideront à prendre des décisions plus éclairées. Voilà notre travail. Et nous devons faire part des tendances positives afin de bien faire ce travail.

**SIXIÈMEMENT, nous devons travailler pour intégrer l'éducation aux médias dans les programmes scolaires où et lorsque c'est possible.**

Je me suis récemment familiarisé avec cette cause qui me passionne. Nous pouvons, en tant que journalistes, bien faire notre travail. Nous pouvons viser à fournir des renseignements exacts. Nous pouvons défendre nos libertés. Nous pouvons vérifier nos faits et vérifier l'information des autres journalistes. Mais nous pouvons seulement aider les gens à éviter la manipulation et la tromperie s'ils ont les compétences pour distinguer les faits des fausses nouvelles, remarquer et évaluer les partis pris et déterminer la fiabilité d'un vaste éventail de sources. C'est seulement à ce moment-là que nous pourrons les aider à devenir informés, à favoriser leur autonomisation et à devenir possiblement des personnes éclairées. Et c'est seulement alors que nous pourrons compter sur leur appui à l'égard d'un journalisme libre et indépendant.

Je ne suis pas irréaliste concernant les difficultés, mais j'ai de l'espoir que nous pouvons y faire face, parce que je crois profondément qu'une presse libre profite en réalité à la majorité des gens et des institutions. Et je crois qu'au fil du temps et avec les bons encouragements, les gens agiront dans leurs meilleurs intérêts et défendront la liberté de la presse.

En 1787, Thomas Jefferson a écrit « Si l'on me donnait à choisir entre un gouvernement sans journaux ou des journaux sans gouvernement, je n'hésiterais pas un moment à choisir cette dernière formule. » À cela il a également ajouté, bien que ce soit moins connu, « mais il faudrait que chaque homme reçoive ces journaux et soit capable de les lire ».

Pour employer des termes modernes, cela signifie diffuser un contenu à grande échelle, de manière libre, sans censure et harcèlement sur toutes les plateformes possibles. Cela veut aussi dire que le public doit être bien éduqué par rapport aux médias. C'est du moins ce que je l'ai entendu dire.

Merci, Thomas Jefferson, pour votre résumé concis et merci à tous d'être ici aujourd'hui et pour votre engagement envers la liberté de la presse.